

# Rencontres Amazoniennes

Compte rendu de colloque

FLORENCE PINTON

FLORENCE PINTON  
Ladys-CNRS  
université de Paris X

200, avenue de la République  
92001 Nanterre cedex, France  
Tél. : 01.40.97.73.52 ;  
Fax : 01.40.97.71.55 ;  
florence.pinton@u-paris10.fro.fr

Ces rencontres « Amazonie » ont été organisées à l'initiative du ministère des Affaires étrangères et de plusieurs institutions françaises de recherches publiques : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), Institut de recherche pour le développement (IRD, ex-Orstom), Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Elles ont aussi bénéficié du soutien de la Région Languedoc-Roussillon, ce qui a permis de leur associer, sur le thème de l'Amazonie, diverses manifestations ouvertes à un plus large public. Les animations ont eu lieu dans le parc scientifique d'Agropolis à Montpellier. Parmi elles, une exposition de photographies de José Muchnik, *Regard poétique et démarche scientifique*, et la projection du film de Frédéric Letang : « La terre et la peine ».

Organisées autour du thème « La recherche française en coopération en Amazonie : bilan et perspectives », ces rencontres se donnaient pour objectif :

- de faire connaître les recherches en cours, les acquis, les compétences et les résultats obtenus par la recherche française en coopération dans la région amazonienne (Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyane, Guyane française, Pérou, Surinam, Venezuela) aux chercheurs, décideurs, ONG, étudiants ;
- d'évaluer la place de ces travaux dans le panorama global de la recherche en Amazonie ;
- de réfléchir aux actions futures grâce, notamment, à l'intervention d'invités brésiliens.

Malgré les difficultés de transport provoquées par une grève de la SNCF, environ 150 participants parmi lesquels une majorité de chercheurs, mais aussi des étudiants, des représentants de diverses institutions et des gestionnaires de la recherche, ont suivi ces deux journées. Les rencontres se sont déroulées sous la forme de séances plénières en quatre demi-journées correspondant aux quatre thèmes suivants :

- connaissance des milieux biophysiques amazoniens (forêts, eau, sols, climat, etc.) ;
- mise en valeur des ressources naturelles renouvelables (biotechnologies, biodiversité, produits non ligneux, énergie, agriculture, faune sauvage, extractivisme, récupération des aires dégradées) ;
- nouvelles conditions économiques et politiques de développement (fronts pionniers, questions indiennes, villes) ;
- politiques amazoniennes (aménagement du territoire).

Chaque thème était présenté par un rapporteur ayant pour mission d'en faire une synthèse. Sa

communication était suivie de la présentation orale par des exposants de deux à trois programmes de recherche, avec une illustration de travaux en cours. Un commentateur et quelques invités animaient alors le débat général. Les ouvertures de journées étaient réservées à des représentants institutionnels ou des responsables d'actions ou de programmes.

Les textes de synthèse des différents intervenants seront envoyés ultérieurement aux participants. Ce document reprendra l'essentiel des débats, des conclusions et contiendra un annuaire des chercheurs « amazoniens », ce qui est un outil fort appréciable. Par ailleurs, l'intégralité de l'information recueillie sera accessible sur un site Internet. Il suffit donc que les personnes désirant prendre connaissance du contenu exact de ces journées patientent un peu ou s'adressent directement au Cirad<sup>1</sup>.

Comme chacun me l'accordera, un chercheur n'assiste que rarement à l'ensemble des communications. Je n'ai donc pas la prétention de rendre compte de l'intégralité du colloque. Je me propose d'en restituer les grandes lignes sous la forme de deux grandes questions et d'y ajouter un certain nombre de remarques que j'orienterai principalement sur la question de l'interdisciplinarité, compte tenu de ma propre expérience et vision de la recherche amazonienne.

## Objectif des journées : Colloque scientifique ou colloque politique ?

Précisons tout d'abord que ce colloque ne concernait pas à proprement parler toute la région amazonienne mais en majorité les recherches menées en Guyane et au Brésil. Et ce n'est évidemment pas un hasard puisque l'essentiel des grands programmes de recherche et des financements apportés par la France se situent encore là. On comprend bien alors l'enjeu politique de telles rencontres qu'apparemment certains chercheurs avaient mal évalué. Fait admis par tout le monde, la coopération franco-brésilienne souffre d'un

### Rencontres Amazoniennes

Agropolis International, Montpellier  
30 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1998.

<sup>1</sup> Contact : I. Moulis ou  
C. Deprés, Cirad  
Montpellier ; programme  
Tropique humide,  
tél : 04 67 61 57 58.

manque de structuration qui nuit à son développement et à son excellence, symptôme systématiquement pointé dans les manifestations collectives. En particulier, la faiblesse des collaborations inter-organismes apparaît incompatible avec la construction d'un grand programme de formation et de recherche pluridisciplinaires, condition sine qua non du développement de la recherche française en Amazonie brésilienne. Ce projet n'est pourtant pas une idée neuve. Cette préoccupation de coordination française et de collaboration avec les organismes de recherche et universités brésiliennes avait conduit, il y a quelques années le Programme « Environnement vie et société » du CNRS, en collaboration avec le groupe Silvolab et avec l'appui du MAE, à mener une réflexion sur la coopération en matière d'environnement et de développement de façon à diagnostiquer les thématiques à renforcer dans le cadre d'un grand programme pluridisciplinaire. Dans cette optique, il avait organisé trois séminaires<sup>2</sup> réunissant les équipes françaises (dont celles de Guyane) et brésiliennes. La mobilisation ultérieure en France de quelques chercheurs de bonne volonté a permis, sur la base de ces différentes rencontres, de produire un rapport<sup>3</sup> censé être synthétique et prospectif mais qui n'a pratiquement pas eu de suite. Un vraisemblable déficit d'organisation, aggravé par des turbulences administratives et politiques au sein des institutions de recherche, ainsi que des coupes imprévisibles de financement dans les budgets du Programme « Environnement Vie et Société » ont affaibli la légitimité du CNRS en tant que leader d'un tel projet qui a progressivement déperdi. Ces rencontres reprennent en quelque sorte le flambeau, mais les cartes ont été redistribuées entre l'IRD (ex-Orstom) et le Cirad.

Les interventions et discussions relatives à ce thème ont permis de préciser les contours d'une telle synergie. Face à l'immensité et l'hétérogénéité des milieux naturels amazoniens, le souhait de mieux intégrer les recherches guyanaises dans un dispositif d'ensemble avec le Brésil a été clairement exprimé. Les interventions des représentants de l'IRD dans chaque pays ont conforté ce souhait dans la mesure où ils ont déjà engagé les efforts de rapprochement. Il sera aussi suggéré de créer, autour de points forts, l'équivalent d'une Action Thématique Programmée (ATP) commune aux trois organismes que sont l'IRD, le Cirad et le CNRS en impliquant le MAE, le Cofecub, le Secrétariat Amazonie. Je ne sais pas si la proposition d'une « déclaration de Montpellier » qui serait ensuite transmise aux différentes ambassades a été retenue. Les représentants brésiliens, quant à eux, déplorent le manque de synergie entre chercheurs français et brésiliens dû à un mauvais transfert de connaissance. Ils souhaiteraient privilégier les programmes à long terme, interactifs avec la recherche et l'enseignement au Brésil et favoriser les missions de longue durée.

Les thèmes de recherche à retenir en priorité ont aussi été débattus. On notera la quantité de recherche française effectuée sans grandes retombées sur le développement. Les Brésiliens nous rappelleront qu'ils sont pourtant demandeurs d'une recherche qui serve le développement et qui établisse des ponts entre la réflexion fondamentale et la recherche appliquée. Ils

insisteront sur la nécessité de multiplier les efforts d'investigation dans le champ des sciences sociales face au processus de « complexification de la situation sociale » et évoqueront, entre autres, comme thématiques de recherche à privilégier, les conditions de mise en place d'un développement durable ou d'une meilleure justice sociale.

Mais les questions liées au renforcement de la coopération franco-brésilienne avec intégration de la Guyane dans un grand programme inter-organisme capable de fédérer les recherches dominent largement les autres. L'intervention du président du Cofecub illustre en partie le réalisme des discussions. Il existe depuis quelques années une ligne spécifique de crédit pour renforcer la coopération universitaire avec les universités situées au nord du Brésil. Mais le programme Nord est actuellement en train de s'éteindre par manque de propositions. C'est un processus qu'il faut, selon le représentant, absolument arrêter.

## Présentation des recherches : où est passée l'interdisciplinarité ?

Des quatre thèmes de recherche présentés au cours de ces rencontres, nous retiendrons les aspects suivants :

Thème 1 : Connaissance des milieux biophysiques. Par l'intitulé de ce thème, on s'attendait à des exposés de « naturalistes », ce qui fut le cas. Après une synthèse rapide et claire, les trois exposés de chercheurs « orstomiens » ont stimulé les questions d'ordre politique. On s'est interrogé en particulier sur le poids relatif de la contribution française dans la production scientifique sur l'Amazonie, sur la spécificité de la recherche française par rapport à ses autres partenaires, sur la place de la Guyane française dans ce dispositif.

Thème 2 : Mise en valeur des ressources naturelles renouvelables. L'exposé de synthèse met en évidence quatre axes majeurs : régulation des fronts pionniers ; récupération des terres dégradées ; approvisionnement des villes ; utilisation des forêts secondaires. Il met l'accent sur les problèmes d'impact sur le milieu et d'organisation du marché. Les recherches menées au Cirad alimentent cet atelier. Elles portent sur l'analyse des activités agricoles et de la dynamique des systèmes de production en zone pionnière où l'élevage a pris une importance considérable. Les approches agronomiques et économiques dominent.

Thème 3 : Nouvelles conditions économiques et politiques du développement. L'exposé de synthèse restitue la recherche autour de trois problématiques : les fronts pionniers, les questions indiennes, les villes. Les illustrations portent successivement sur la valorisation des langues indigènes en milieu traditionnel et sur le Programme Prometer des fronts pionniers (travaux sur les processus d'apprentissage des agriculteurs colons). Mais, soulignent les organisateurs, avec le retour de la société civile et l'émergence de la problématique environnementale, la mutation vécue

<sup>2</sup> Kourou en février 1993, Belem-Caxiua en juillet 94 et Maraba en juillet 95.

<sup>3</sup> Le développement durable en Amazonie, transformations sociales et dynamiques des écosystèmes ; Marco Ximenes Pontes et Alain Pavé (coord.), Pirevs, 1996.

par l'Amazonie depuis les années 80 oblige à reconstruire les objets de recherche.

Thème 4 : Politiques amazoniennes. Ce sont essentiellement les géographes qui animent cette thématique, la traduction spatiale des transformations qui affectent l'Amazonie (mouvements démographiques, politiques, de développement (investissements), d'aménagement (zonage du territoire) ou de protection de la nature (réserves) étant un indicateur précieux de leurs réelles retombées.

Notre propos est de commenter ce découpage thématique susceptible d'intégrer le mieux possible l'ensemble des recherches effectuées ou en cours sur l'Amazonie. Lors de la présentation du thème 1, l'exposant s'est interrogé sur les raisons de ce qu'il a qualifié de « repli disciplinaire », tendance que les exposés suivants ont apparemment confortée. Apparemment seulement, car on peut se demander si les procédures d'évaluation scientifique sont en mesure de rendre compte des acquis de recherches pluridisciplinaires qui portent sur des objets complexes, mixtes ou hybrides et dont la clé de compréhension réside dans une intégration des approches naturalistes et sociales. On peut aussi dépasser ces aspects organisationnels et s'interroger sur la capacité des disciplines elles-mêmes à se ré-approprier des résultats quand ils apparaissent trop éloignés de leur paradigme fondateur. Si on répond par la négative à ce type d'interrogations, on peut en déduire qu'il n'y a pas systématiquement entière coïncidence entre la présentation de l'état de la recherche par les représentants de la communauté scientifique et la pratique scientifique elle-même. Ce décalage fut particulièrement saisissant dans le cadre des exposés relatifs au thème 2 dont l'intitulé désigne pourtant explicitement une problématique de recherche à l'interface des sciences naturelles et des sciences sociales. Sans entrer dans le détail, je crois que c'est là un acquis pour de nombreux chercheurs, la question de la valorisation des ressources naturelles renouvelables ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les modes d'appropriation et de gestion des dites ressources. Or,

cette réflexion ne fut même pas engagée dans la synthèse proposée et les disciplines susceptibles de l'alimenter comme l'anthropologie, la sociologie et même l'ethnoscience n'apparurent pas ou peu. Pourtant personne ne contesta l'existence de programmes de recherche pluridisciplinaires à l'IRD ou au Cirad ! Il serait donc important de comprendre pourquoi a été écartée d'une réflexion qui se voulait synthétique, la dimension pluridisciplinaire de travaux, par ailleurs diffusés ou publiés. Certaines disciplines sont, de fait, ramenées à un rôle purement instrumental.

L'analyse du découpage des différents thèmes permet de formuler le problème autrement. Le thème 3, regroupant une bonne partie des recherches en sciences sociales, ne permet que difficilement la création d'une interface avec les autres thèmes et en particulier le 2. Plus précisément, son organisation interne ne permet pas d'intégrer le versant social des recherches relatives à la question de la gestion des ressources naturelles. Par ailleurs, les trois axes proposés ne permettent pas la prise en compte d'une partie importante de la population amazonienne dans la mesure où celle-ci est étrangère à la partition proposée, Amazonie indienne, pionnière, urbaine.

Au terme de l'ensemble des exposés, j'ai donc eu le sentiment que si l'ensemble des acquis disciplinaires avaient effectivement été repris, les travaux pluridisciplinaires n'avaient pas retenu l'attention des organisateurs. Ce n'est pas une découverte de reconnaître que l'évaluation de la recherche, dans son état actuel, n'est pas favorable aux chercheurs impliqués dans des recherches pluridisciplinaires et plus spécifiquement dans le domaine de l'environnement, dans la mesure où ils ne sont pas « reconnus » par leurs pairs. Et le problème est loin d'être réglé<sup>4</sup>. Mais le contexte de ces journées aurait pu permettre à la communauté scientifique de sortir des chemins balisés du mode disciplinaire pour innover en matière d'évaluation de façon à intégrer lors de ces restitutions publiques les approches relevant du champ de l'environnement. Ce ne fut pas le cas.

<sup>4</sup> Comme l'ont montré les journées organisées par NSS, Dialogues sur l'évaluation scientifique dans le domaine de l'environnement à Paris les 10 et 11 décembre 1998.